

PAPIER

Croissance et inquiétudes des organisations humanitaires

Fabrice WEISSMAN

[Ce texte est une version augmentée du papier paru dans L'Etat du monde 2015, Nouvelles guerres (sous la direction de B. Badie et D. Vidal, Editions La Découverte) sous le titre « Quelle place pour les organisations humanitaires en situation de conflit ? ». Les notes sont divisées en deux : les chiffres arabes renvoient aux notes de bas de page mentionnant la référence des documents avec un lien hypertexte lorsque ceux-ci sont libres d'accès sur le web ; les chiffres romains renvoient aux notes de fin apportant des précisions et des commentaires sur les sources]

Alors que le système de l'aide est en pleine expansion, les acteurs humanitaires déplorent une incapacité croissante à porter secours aux victimes des conflits armés, notamment du fait de l'insécurité. Ce discours pessimiste résiste mal à l'examen des faits.

Un secteur en pleine expansion

L'explosion des financements

Selon l'organisation Development Initiatives, 17,9 milliards de dollars ont été mobilisés dans le monde en 2012 au profit de « l'aide humanitaire internationale »^{1,i} – définie comme l'aide d'urgence distribuée aux victimes de guerres et de catastrophes naturelles par les agences des Nations unies, les organisations non gouvernementales (ONG), le mouvement Croix Rouge et, le cas échéant, les gouvernements récipiendaires. L'essentiel des fonds (80%) a été consacré au financement de distributions alimentaires, de secours matériels et de services de base (santé, abris, eau et assainissement, etc.), le reste étant alloué à des activités de « protection », « reconstruction », « réduction des risques »^{2,ii}.

¹ DI/GHA, *Global Humanitarian Assistance Report 2013*, Development Initiatives, London, 2013, p. 5

² *Ibid idem*, p. 51

Les deux tiers des financements recensés proviennent des gouvernements de l'OCDE, États-Unis et Union européenne en tête. En valeur constante, l'aide d'urgence des pays occidentaux a en effet quintuplé depuis la fin de la Guerre froide. Passée de moins de 3% à plus de 10% de l'aide publique au développement, elle dépasse désormais les 11 milliards de dollars par an ^{3,iii}. En 2012, 1,4 milliard de dollars ont également été mobilisés par les États du Golfe, la Turquie et les pays émergents, dont la contribution récente au financement de l'aide humanitaire internationale augmente depuis dix ans ^{4,iv}. Plus difficilement quantifiables, les dons récoltés auprès des particuliers, des entreprises ou des fondations ont également connu une croissance très importante depuis les années 1970-1980. Représentant un quart environ des fonds mobilisés pour l'aide humanitaire, les donations privées s'élevaient à 5 milliards de dollars au minimum en 2012⁵. A ce jour, la crise économique consécutive au krach de 2008 n'a pas eu d'impact sur la collecte de dons privés et publics, même si ces derniers marquent des signes d'essoufflement au niveau de l'Union européenne⁶.

Le développement des acteurs

L'accroissement des fonds humanitaires a bénéficié en premier lieu aux agences opérationnelles des Nations unies – telles que le Programme alimentaire mondial (PAM), le Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) ou le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). Dépendant presque entièrement des contributions des États, ces agences ont reçu plus de 50% des financements publics internationaux⁷. En l'espace d'une vingtaine d'année, le budget « opérations d'urgence » du PAM a été multiplié par six, passant de 500 millions de dollars à la fin des années 1980 à plus de 3 milliards de dollars au début des années 2010 en valeur constante^{8,v}. Ses effectifs ont presque décuplé, d'environ 1 500 employés permanents en 1995 à 13 000 en 2012. Au total, les agences des Nations unies employaient plus de 85 700 personnes sur les terrains de crise en 2010, soit deux fois plus qu'en 1997⁹.

Les organisations non gouvernementales sont les autres grands bénéficiaires de la manne humanitaire internationale. Une part croissante des financements alloués aux agences des Nations unies leur est redistribuée sous forme de contrat de sous-traitance. En 2008, le HCR affirmait, par exemple, avoir réalisé 25% de ses dépenses opérationnelles par le biais de 636 ONG dont 162 ONG internationales¹⁰. De plus, les ONG sont devenues les destinataires directes du quart des fonds publics humanitaires et reçoivent plus de 80% des dons récoltés auprès des particuliers d'après Development Initiatives^{11,vi}.

³ Ibid idem, p. 26 et DI/GHA, *Global Humanitarian Assistance Report 2003*, Development Initiatives, London, 2003, p. 14.

⁴ DI/GHA, *Global Humanitarian Assistance Report 2013*, Development Initiatives, London, 2013, p. 26

⁵ Idem.

⁶ « €480m EU funding gap threatens vital humanitarian aid projects », *The Guardian*, Wednesday 19 March 2014.

⁷ Idem, pp. 5, 30.

⁸ WFP Executive Board, *Annual Performance Report*.

⁹ Taylor, G. et al, *The State of the Humanitarian System 2012 Edition*, ALNAP, 2012, p. 32.

¹⁰ « UNHCR - Non-Governmental Organizations ».

¹¹ DI/GHA, *Global Humanitarian Assistance Report 2013*, Development Initiatives, London, 2013, p. 30 & 63.

Le nombre et la taille des ONG se sont accrus en conséquence. En 2012, le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) recensait plus de 3 200 ONG humanitaires, locales et internationales, dont 144 ONG internationales disposant d'un budget annuel supérieur à 10 millions de dollars¹². Employant au moins 141 400 personnes sur le terrain en 2010, le secteur non gouvernemental est dominé par quelques grosses confédérations d'ONG basées en Europe et aux États-Unis. En 2009, cinq d'entre elles (Médecins Sans Frontières, Catholic Relief International, Oxfam International, Save the Children alliance et World Vision International) totalisaient 38% des dépenses réalisées par le secteur¹³. En moyenne le financement des ONG humanitaires est assuré à 43% par les États et les organisations multilatérales¹⁴. Certaines ONG, comme Norwegian People Aid ou Danish Refugee Council, dépendent financièrement à plus de 98% des pouvoirs publics, d'autres à moins de 10% comme Médecins Sans Frontières, dont le budget atteignait 1,2 milliard de dollars en 2012.

Comparé aux autres acteurs de l'aide humanitaire, le mouvement Croix-Rouge a moins profité de la croissance des fonds d'urgence. Le nombre de délégués déployés par le CICR a certes été multiplié par vingt entre 1950 et 1993, année où il dépasse pour la première fois de son histoire le millier¹⁵. Depuis, il se maintient *grosso modo* à ce niveau, le CICR recensant 1 150 expatriés sur le terrain en 2012 et 10 000 employés nationaux. En proie à des difficultés financières depuis la fin des années 1990, le CICR a stabilisé ses dépenses opérationnelles autour de 1 milliard de dollars par an en valeur constante¹⁶.

L'expansion et l'amélioration technique des secours humanitaires

La croissance financière et institutionnelle du secteur de l'aide s'est accompagnée d'une expansion des opérations de secours, en particulier dans les zones de conflit où se concentrent les trois quarts des financements. En quinze ans, le nombre de personnes assistées par les agences de l'ONU et leurs ONG partenaires a presque doublé. Oscillant entre 30 et 40 millions de personnes dans les années 2000, il dépasse régulièrement les 60 millions de personnes à partir des années 2010 selon OCHA¹⁷. Qui plus est, l'aide humanitaire se déploie aujourd'hui à l'intérieur des zones de conflit, et plus seulement à leur périphérie, dans les camps de réfugiés, où se concentrait l'essentiel des secours pendant la Guerre froide.

La valeur moyenne de l'assistance distribuée par personne déplacée ou réfugiée a quant à elle triplé, passant (en valeur constante) de moins de 100 dollars par personne et par an en

¹² OCHA, *World Humanitarian Data and Trends*, New York, 2013, p. 11.

¹³ Taylor, G. et al, *The State of the Humanitarian System 2012 Edition*, ALNAP, 2012, p. 29.

¹⁴ DI/GHA, *Private Funding, An Emerging Trend in Humanitarian Donorship*, Development Initiatives, London, 2012, p. 6.

¹⁵ Arnaud DANDOY et al. (2013) "Humanitarian workers in peril? Deconstructing the myth of the new and growing threat to humanitarian workers", *Global Crime*, 2013, 14:4, 341-358.

¹⁶ Rapports annuels du CICR. Cf. aussi, « En difficulté financière, le CICR pourrait délocaliser des bureaux genevois », *RTS*, 7 septembre 2013 et « Défis financiers : la réponse du CICR. Interview avec Yves Daccord, directeur général du CICR », *ICRC.org*, 27 avril 2011.

¹⁷ OCHA, *World Humanitarian Data and Trends*, New York, 2013, p. 2.

1990 à plus de 300 dollars en 2006^{18,vii}. Très inégale selon les crises, la qualité technique des secours a néanmoins connu des améliorations significatives, en particulier dans le domaine de l'aide alimentaire (qualité nutritionnelle des denrées, capacités logistiques du PAM), du traitement de la malnutrition (développement et usage à large échelle d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi), de la lutte contre les épidémies et les maladies infectieuses, de la chirurgie et de la médecine d'urgence. En revanche, d'autres secteurs, tels que la fourniture d'abris ou l'approvisionnement en eau, reposent principalement sur des technologies datant des années 1980¹⁹.

Selon l'université d'Uppsala, l'expansion des opérations humanitaires est l'une des raisons du déclin de la mortalité indirecte liée aux conflits (du fait de malnutrition ou de maladies)^{20,viii}. Les enquêtes de santé nationale menées à échéances régulières à travers le monde par l'administration américaine, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) montrent en effet une diminution des taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans dans tous les pays ayant connu des guerres entre 1970 et 2008, sauf dans huit pays (Mozambique, RDC, Rwanda, Soudan, Ouganda, Zimbabwe, Vietnam, Russie).

Les organisations humanitaires victimes de la brutalité des nouveaux conflits et de la politisation de l'action humanitaire ?

Sentiments d'insécurité

Bien que les moyens financiers et humains des organisations humanitaires se soient accrus de manière considérable, de même que la qualité de l'assistance et le nombre de personnes secourues, la grande majorité des acteurs de l'aide fait état d'un « rétrécissement de l'espace humanitaire ». « Le principal problème aujourd'hui est celui de l'accès aux victimes : les autorités ou les factions s'opposent à l'action humanitaire, témoin gênant de leurs exactions, et l'insécurité rend l'intervention de plus en plus périlleuse » déplorait par exemple MSF dès 1992²¹. Ce discours s'est durci au cours des années 2000, notamment après les attentats meurtriers contre le siège des Nations unies et celui du CICR à Bagdad en 2003, considérés comme emblématiques d'une augmentation sans précédent des attaques délibérées à l'encontre des travailleurs humanitaires.

Avec la fin de la Guerre froide, les conflits seraient devenus plus violents expliquent la plupart des organismes d'aide, très influencés par le discours sur les « nouvelles guerres » popularisé par Mary Kaldor et Paul Collier dans les années 1990²². Privées du cadre idéologique et stratégique de l'affrontement Est-Ouest, les guerres n'obéiraient plus qu'à des

¹⁸ Human Security Report Project, *Human Security Report 2009/2010: The Causes of Peace and The Shrinking Costs of War*, Uppsala University, 2010, p. 118.

¹⁹ Cf. notamment Jean-Hervé BRADOL et al., *L'eau humanitaire est-elle potable ?*, Cahiers du Crash, MSF, Paris, 2011.

²⁰ Human Security Report Project, *Human Security Report 2009/2010: The Causes of Peace and The Shrinking Costs of War*, Uppsala University, 2010, pp. 110-122.

²¹ « Populations en danger. Les propositions de MSF », *Messages*, no 55, décembre 1992.

²² Sur ce discours et sa critique, cf. Roland MARCHAL, Christine MESSIANT, « Les guerres civiles à l'ère de la globalisation », *Critique internationale* 1/ 2003 (no 18), p. 91-112.

logiques de ressentiment ethnique ou religieux et de prédation économique. Leur particularité serait de cibler en priorité les populations civiles et ceux qui leur viennent en aide. « La part des victimes civiles dans les conflits a grimpé de 5% au tournant du vingtième siècle à plus de 90% dans les guerres des années 1990 (...). Même les activités humanitaires qui autrefois étaient à l'abri des attaques sont désormais traitées comme des objectifs militaires légitimes » affirme par exemple l'UNICEF dans un rapport de 1996 abondamment cité sur l'impact des conflits armés sur les enfants²³.

Par ailleurs, les acteurs de l'aide seraient également victimes de la « militarisation » et de la « politisation » de l'action humanitaire, en particulier depuis le 11 septembre 2001 et l'intervention des États Unis et de leurs alliés en Afghanistan et en Irak. L'usage d'arguments humanitaires pour justifier des opérations militaires, l'engagement des forces internationales dans des programmes d'assistance aux civils, de même que l'assujettissement des activités humanitaires de l'ONU aux priorités des opérations de maintien de la paix auraient brouillé la ligne de partage entre action politique, militaire et humanitaire. Jetant un doute sur la neutralité et l'indépendance des organismes d'aide, cette confusion expliquerait que les travailleurs humanitaires soient délibérément ciblés par les groupes armés combattant les forces internationales. Le principal défi des organisations humanitaires serait d'éviter toute forme d'instrumentalisation politique afin d'être perçues comme réellement neutres et indépendantes par tous les belligérants.

Une insécurité en hausse ?

Depuis le début des années 2000, plusieurs études ont cherché à mesurer l'augmentation des violences à l'encontre des travailleurs humanitaires. Toutes ont rencontré d'importants obstacles méthodologiques liés aux lacunes des systèmes d'enregistrement des incidents mis en place par les organismes d'aide, à l'imprécision des définitions de cas employés et au manque de données solides sur le nombre de travailleurs humanitaires exposés²⁴. Une première enquête quantitative réalisée en 2000 par la Johns Hopkins School of Hygiene and Public Health révèle une augmentation importante du nombre de morts violentes parmi les casques bleus et le personnel de 32 organismes d'aide entre 1985 et 1998²⁵,^{ix}. Elle enregistre un pic entre 1993 et 1996 associé au génocide au Rwanda et à la crise des Grands Lacs, le reste des morts se concentrant principalement en Somalie et en Afghanistan.

Des enquêtes ultérieures réalisées par Humanitarian Outcomes (HO) pour le compte de ministères de la coopération européens et américains recensent trois fois plus d'attaques à l'encontre des travailleurs humanitaires en 2012 qu'en 1997²⁶. 96 morts par an ont été

²³ Graça MACHEL, *Impact of armed conflict on children, Report of the expert of the Secretary -General, submitted pursuant to General Assembly resolution 48/157*, UNICEF, 1996.

²⁴ Cf. Koenraad VAN BRABANT, *Incident Statistics in Aid Worker Safety and Security Management : Using and Producing Them*, EISF Article Series, 2012

²⁵ M. SHEIK, « Deaths among humanitarian workers », *BMJ* 321, n° 7254 (15 juillet 2000): 166–168

²⁶ Abby STODDARD et al., *Providing Aid in Insecure Environments: Trends in Policy and Operations*, London, ODI-HPG, 2006; Abby STODDARD et al., *Providing Aid in Insecure Environments: Trends in violence against aid workers and the operational response* (2009 Update), HPG Policy Briefs 34, ODI-HPG, avril 2009. La base

enregistrés en moyenne entre 2007 et 2011, contre 38 entre 1997 et 2001^x. Le nombre de personnes kidnappées a oscillé autour d'une vingtaine par an jusqu'au début des années 2000 avant de quintupler pour atteindre une centaine de personnes par an au tournant des années 2010, la durée de détention variant de dix à vingt jours pour la grande majorité des cas à plus de deux ans pour un petit nombre d'expatriés²⁷. Les morts, blessés et kidnappés sont concentrés dans un nombre restreint de contextes. La Somalie, l'Afghanistan, le Pakistan et les deux Soudans réunissaient à eux seuls les trois quarts des incidents et victimes recensés en 2011 par HO²⁸.

Prenant en compte l'accroissement du nombre de travailleurs humanitaires exposés, les estimations de l'incidence des attaques laissent entrevoir une situation plus nuancée. Selon HO, le nombre de morts, blessés et kidnappés pour 100 000 travailleurs humanitaires et par an est resté relativement stable entre 1997 et 2012 (entre 50 et 60 victimes pour 100 000 et par an)^{29,xi}. Cette stabilité tient à la diminution du taux d'homicide et à l'augmentation du taux d'enlèvement. Elle masque cependant une grande diversité de situations. Entre 2006 et 2011, les plus hauts taux d'homicides parmi les travailleurs humanitaires s'échelonnaient entre 3/100 000/an pour la République Démocratique du Congo (taux légèrement inférieur au taux d'homicide aux États-Unis), 9/100 000/an pour les deux Soudans, l'Afghanistan et le Pakistan (taux comparable à celui des Seychelles), 17/100 000/an pour la République Centrafricaine, 37/100 000/an pour le Sri Lanka et 58/100 000/an pour la Somalie^{30,xii}.

Des guerres de plus en plus violentes ?

La relative stabilité du taux d'attaque contre les travailleurs humanitaires est à mettre en parallèle avec la diminution globale de la létalité des conflits, qui contrairement à la croyance commune ne sont pas plus violents que par le passé. Selon la base de données développée par l'université d'Uppsala (la plus citée mais aussi la plus conservatrice), les guerres ayant pour enjeu le contrôle d'un territoire ou des institutions étatiques ont fait cinq fois moins de morts violentes dans les années 2000 que dans les années 1980, et neuf fois moins que dans les années 1950 en moyenne annuelle^{31,xiii}. Les violences de masse à l'encontre de personnes désarmées seraient également en déclin, à l'exception de la période 1993-1997 marquées par une létalité exceptionnelle au Rwanda et dans les pays voisins.

de donnée constituée pour les deux études a par la suite été mise à jour chaque année par Humanitarian Outcomes. Elle est consultable en ligne sur le site [Aid Worker Security Database](#).

²⁷ Humanitarian Outcomes, *The Aid Worker Security Report 2013: The New Normal: Coping with the kidnapping threat*, Londres, HO, 2013.

²⁸ Humanitarian Outcomes, *Aid Worker Security Report 2012: Host states and their impact on security for humanitarian operations*, Londres, HO, 2012.

²⁹ Abby STODDARD et al., *Providing Aid in Insecure Environments: Trends in Policy and Operations*, London, ODI-HPG, 2006 et Humanitarian Outcomes, *The Aid Worker Security Report 2013: The New Normal: Coping with the kidnapping threat*, Londres, HO, 2013

³⁰ D'après Humanitarian Outcomes, *Aid Worker Security Report 2012: Host states and their impact on security for humanitarian operations*, Londres, HO, 2012, p. 4.

³¹ Human Security Report Project, *Human Security Report 2009/2010: The Causes of Peace and The Shrinking Costs of War*, Uppsala University, 2010, p. 121.

De même, l'affirmation selon laquelle 90% des victimes de morts violentes sont désormais des civils ne repose sur aucune base empirique³². Mis en circulation par l'UNICEF en 1996, ce chiffre provient de deux études datant de 1991 estimant le nombre de personnes tuées *ou déplacées* et le nombre de morts directes *et indirectes* au cours des guerres récentes. Censé illustrer la brutalité des « nouvelles guerres », le ratio de 90% est un mythe occultant *de facto* l'ampleur des destructions humaines et matérielles civiles occasionnées par les conquêtes coloniales, la Seconde guerre mondiale, les luttes de libération nationale ou la Guerre froide.

Reste que si la létalité globale des conflits tend à diminuer, ces derniers connaissent des épisodes de violences extrêmes, sources d'une surmortalité aiguë par massacres et privations de biens essentiels à la survie. A l'heure où ces lignes sont écrites, tel est le cas en Syrie, dont les trois quarts du territoire sont touchés par la guerre et où le gouvernement utilise des moyens de destruction massifs incluant le bombardement aérien de zones densément peuplées et le blocus alimentaire de villes assiégées.

Une politisation dangereuse de l'action humanitaire ?

On peut douter que les dangers rencontrés par les acteurs de l'aide en Syrie (et ailleurs) découlent de la « confusion militaro-humanitaire ». Certes, la multiplication des interventions militaires occidentales et des opérations de maintien de la paix dans les conflits a modifié le paysage de l'aide internationale. Subordonnées aux organes politiques de l'ONU, les agences de secours onusiennes ont dû intégrer les dispositifs internationaux de gestion de crise et se mettre au service de « la paix et de la démocratie ». La grande majorité des ONG les ont rejointes, attirées par l'abondance de financements, mais aussi par l'idée de contribuer à l'objectif « qui seul peut se définir comme réellement humanitaire : hâter la fin d'une guerre » et « remplacer au plus vite un régime mortifère par un gouvernement civilisé », selon les termes employés par un humanitaire français pour justifier l'engagement des acteurs de l'aide aux côtés des États-Unis et de l'ONU en Afghanistan en 2001³³. Seule une poignée d'organisations défendant une conception plus restrictive de l'action humanitaire, comme le CICR et MSF, ont choisi de se tenir à distance des contingents internationaux, les considérant comme une partie au conflit parmi d'autres.

En choisissant le camp de la « paix libérale », les agences de l'ONU et leurs ONG partenaires se sont mises dans une situation délicate pour négocier l'accès aux populations sous le contrôle de groupes armés opposés aux Nations unies et aux forces occidentales. Reste que les premières attaques délibérées à l'encontre de travailleurs humanitaires après la chute des Talibans en Afghanistan ont d'abord ciblé le CICR (2003) et MSF (2004). Dénoncées à l'époque comme une conséquence de la « confusion militaro-humanitaire », ces attaques n'étaient pourtant pas le résultat d'un tragique malentendu sur les intentions de MSF et du CICR. Elles reflétaient la stratégie de déstabilisation alors poursuivie par les Talibans en déroute. Dès lors que ces derniers ont commencé à reprendre des territoires, ils ont vu dans les travailleurs humanitaires non plus un moyen de publiciser leur pouvoir de nuisance, mais une

³² Kelly M. GREENHILL, "Counting the Cost. The Politics of Numbers in Armed Conflict", in Peter ANDREAS et al. (ed.), *Sex, Drugs, and Body Counts. The Politics of Numbers in Global Crime and Conflict*, Cornell University Press, Ithaca and London, 2010, pp. 128-132.

³³ Michael BARRY, « L'humanitaire n'est jamais neutre », *Libération*, 6 novembre 2001.

ressource pour « gagner les cœurs et les esprits » des populations qu'ils entendent gouverner au nom de l'Emirat Islamique d'Afghanistan. Ce changement de stratégie explique que le CICR et MSF soient aujourd'hui en mesure de déployer près de 3 000 travailleurs humanitaires (dont 210 expatriés) en Afghanistan, y compris dans les zones d'implantation des insurgés.

Contrairement à une idée très répandue, l'instrumentalisation politique de l'action humanitaire n'est pas en soi une menace. Elle est au contraire une constante des opérations de secours, dont le déploiement repose sur la recherche d'un compromis acceptable entre les intérêts des belligérants et ceux des acteurs de l'aide, au croisement des objectifs et des contraintes des uns et des autres³⁴. Dans cette perspective, ce n'est pas en recherchant une illusoire mise à distance de la politique que les organisations humanitaires pourront agir efficacement pour contenir la létalité des crises ; c'est en nouant des accords de circonstances avec toutes les forces politiques susceptibles de soutenir leur action.

³⁴ Claire MAGONE et al., *Agir à tout prix ? Négociations humanitaires, l'expérience de Médecins Sans Frontières*, Paris, La Découverte, 2011.

PRÉCISIONS CONCERNANT LES SOURCES

ⁱ **DI/GHA, *Global Humanitarian Assistance Report 2013*, Development Initiatives, London, 2013, p. 5**

Lancé en 2000 par l'ONG [Development Initiatives](#) et actuellement financé les ministères de la coopération du Canada, des Pays-Bas, de la Suède et du Royaume Uni, le [Global Humanitarian Assistance Programme](#), cherche à fournir «objective, independent, rigorous data and analysis around humanitarian financing and related aid flows. » Ses principales sources de données sont :

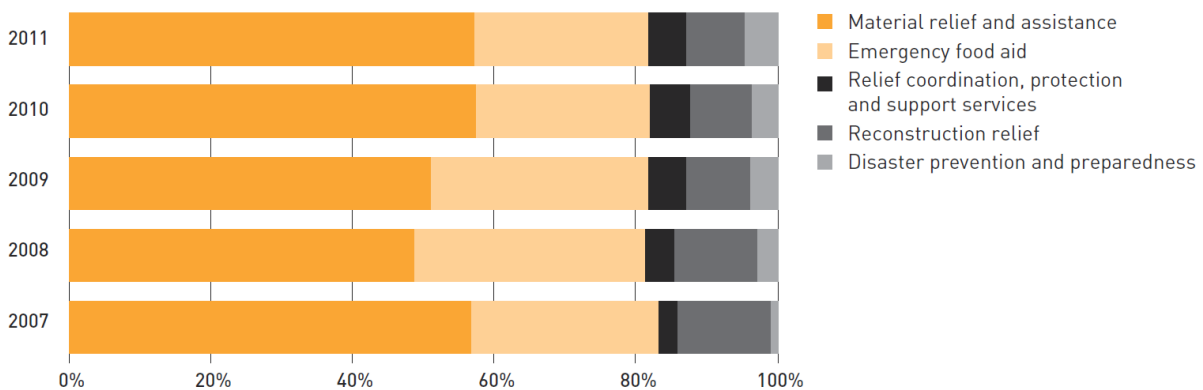
- les rapports du [Comité d'aide au développement](#) de l'OCDE;
- le OCHA [Financing Tracking System](#) qui comptabilise la réponse aux appels consolidés mais également les contributions directes (hors appel), publics et privées, déclarées par les organisations humanitaires, les bailleurs de fonds et les gouvernements hôtes ;
- les rapports de annuels de 78 ONG internationales, du CICR, de la FIRC et de 5 agences des Nations unies

A noter qu'une partie des fonds humanitaires (7% en 2012) est directement allouée au gouvernement hôte affecté par les crises.

ⁱⁱ **DI/GHA, *Global Humanitarian Assistance Report 2013*, Development Initiatives, London, 2013 , p. 51**

Ce ratio est calculé sur la base des fonds humanitaires affectés des gouvernements de l'OCDE.

FIGURE 4.1: DAC DONORS' BILATERAL HUMANITARIAN ASSISTANCE BY EXPENDITURE TYPE, 2007-2011

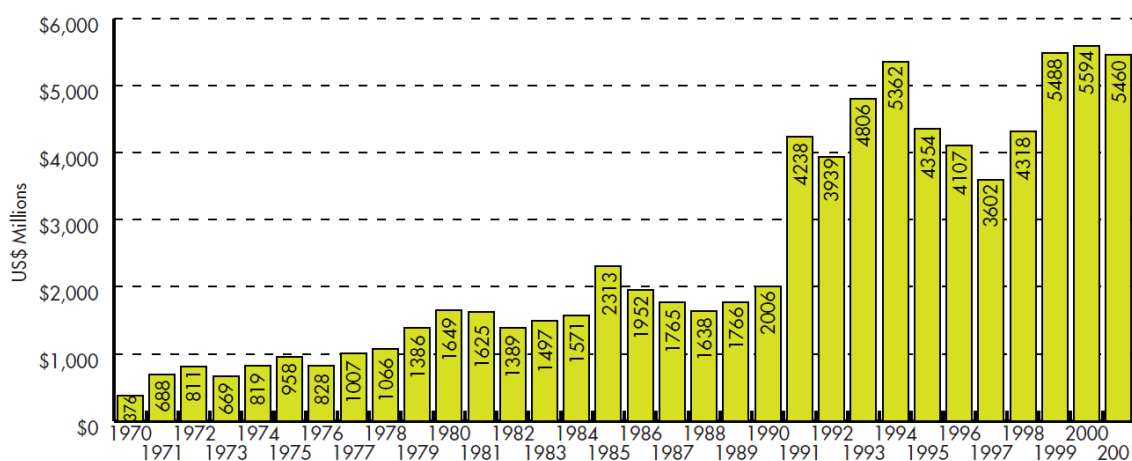


Source: Development Initiatives based on OECD DAC CRS data

iii DI/GHA, *Global Humanitarian Assistance Report 2003*, Development Initiatives, London, 2003 , p. 14

Humanitarian aid has increased its share of total aid through the nineties. From 1970-1990 humanitarian aid was less than 3% of total ODA. It now represents 10% of ODA and has done for the past three years

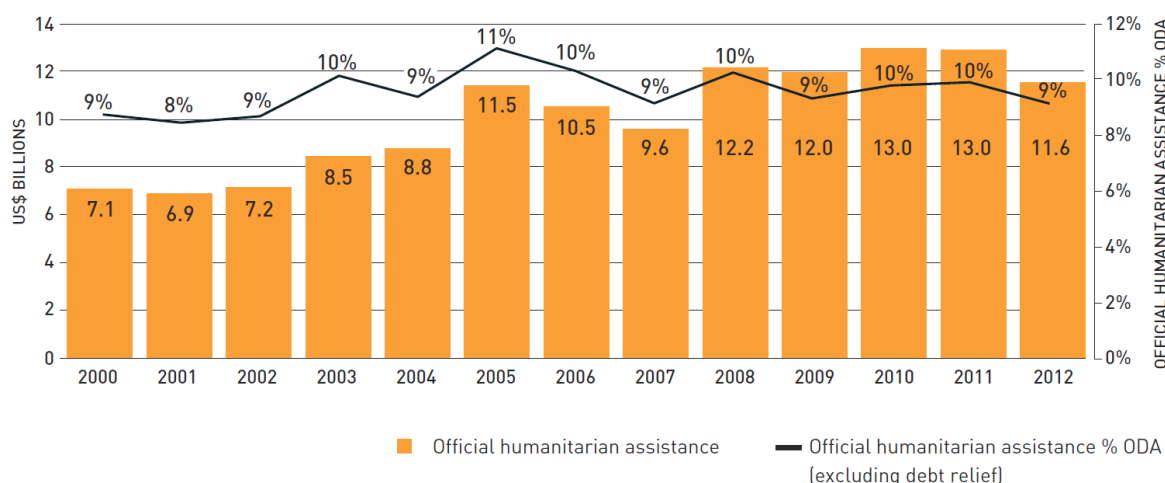
Figure 2.1 Total humanitarian aid from DAC donors, constant (2000) prices



Source: OECD DAC Statistics Online Tables 1 and 2a

DI/GHA, *Global Humanitarian Assistance Report 2013*, Development Initiatives, London, 2013 , p. 26

FIGURE 2.5: OFFICIAL HUMANITARIAN ASSISTANCE AS A SHARE OF ODA FROM DAC DONORS, 2000–2012 , constant (2011) prices, sources : DI based on OECD DAC data

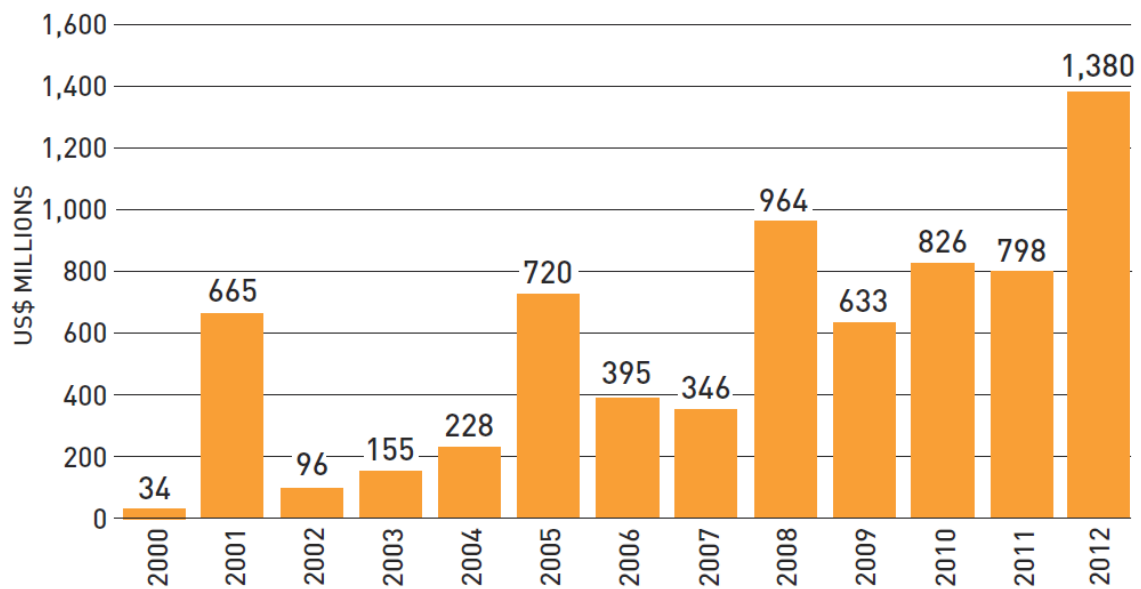


**Taux d'actualisation utilisés pour les calculs en valeur constante US dollars (sources :
U.S. Department of Labor Bureau of Labor Statistic)**

Année	Index 2012
1989	1,85
1990	1,76
1991	1,69
1992	1,64
1993	1,59
1994	1,55
1995	1,51
1996	1,46
1997	1,43
1998	1,41
1999	1,38
2000	1,33
2001	1,3
2002	1,28
2003	1,25
2004	1,22
2005	1,18
2006	1,14
2007	1,11
2008	1,07
2009	1,07
2010	1,05
2011	1,02
2012	1

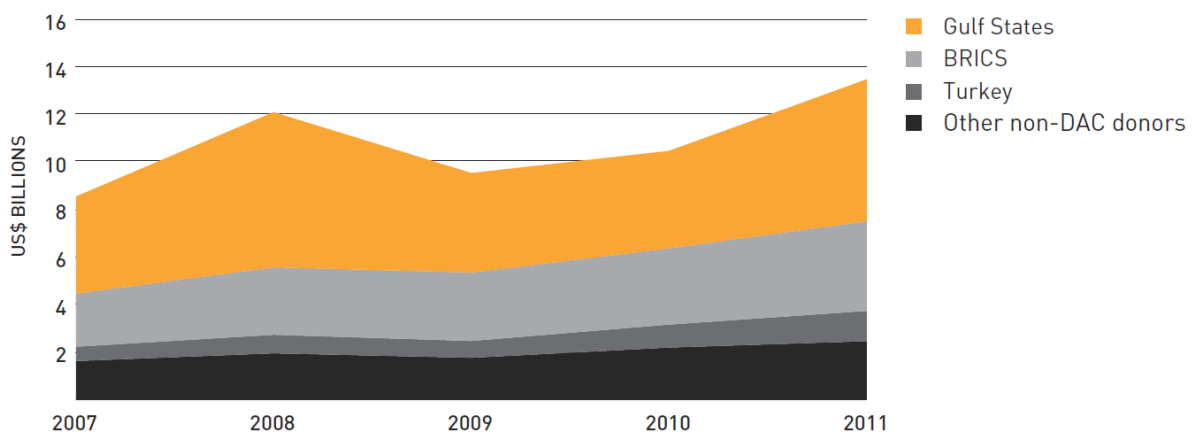
^{iv} DI/GHA, *Global Humanitarian Assistance Report 2013*, Development Initiatives, London, 2013, p. 27

FIGURE 2.6: HUMANITARIAN ASSISTANCE FROM NON-DAC DONORS, 2000–2012



Source: Development Initiatives based on UN OCHA FTS and OECD DAC data

FIGURE 2.7: ODA AND ODA-LIKE FLOWS FOR GULF STATES, BRICS, TURKEY AND OTHER NON-DAC DONORS

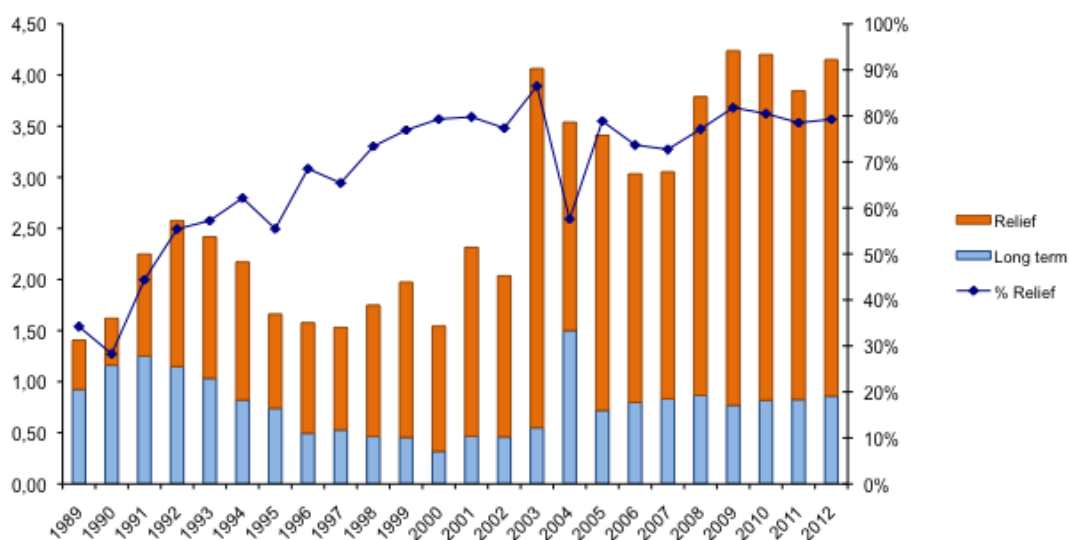


Notes: Gulf States excludes ODA from Qatar. BRICS refer to Brazil, Russia, India, China and South Africa. Source: Development Initiatives based on OECD DAC data, current prices

^v WFP Executive Board, *Annual Performance Report*, (<http://executiveboard.wfp.org/board-documents>). Données compilées par Fabrice W.

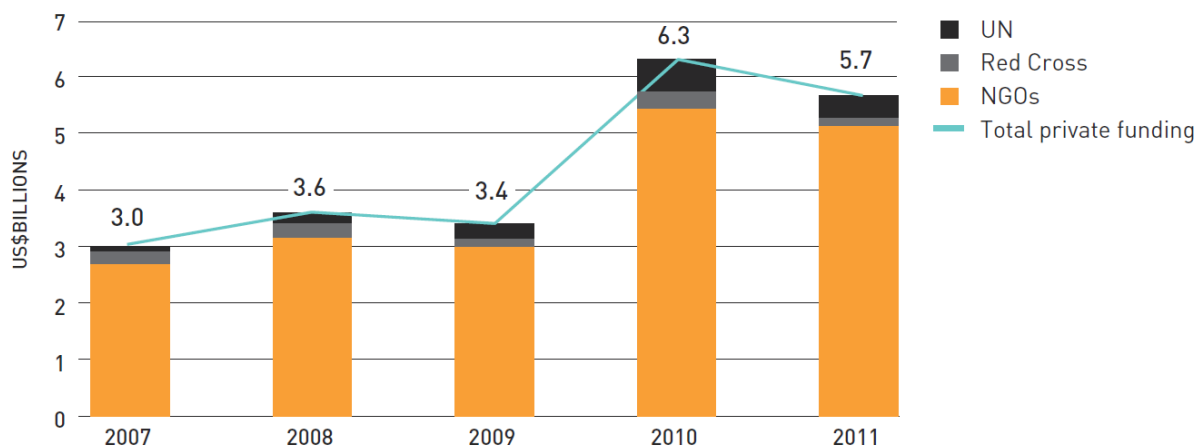
Evolution des dépenses opérationnelles du PAM en milliards de dollars constants (2012)

	Relief		Long term	Total
1989	0,48	34%	0,93	1,41
1990	0,46	28%	1,16	1,62
1991	1,00	44%	1,25	2,25
1992	1,43	55%	1,15	2,57
1993	1,38	57%	1,03	2,42
1994	1,35	62%	0,82	2,17
1995	0,92	55%	0,74	1,66
1996	1,08	69%	0,50	1,58
1997	1,00	65%	0,53	1,53
1998	1,28	73%	0,47	1,75
1999	1,52	77%	0,46	1,97
2000	1,22	79%	0,32	1,54
2001	1,85	80%	0,47	2,31
2002	1,57	77%	0,46	2,04
2003	3,51	86%	0,55	4,06
2004	2,04	58%	1,50	3,54
2005	2,69	79%	0,72	3,41
2006	2,23	74%	0,80	3,03
2007	2,22	73%	0,83	3,05
2008	2,92	77%	0,87	3,79
2009	3,47	82%	0,77	4,24
2010	3,38	81%	0,82	4,20
2011	3,02	79%	0,83	3,85
2012	3,29	79%	0,86	4,15



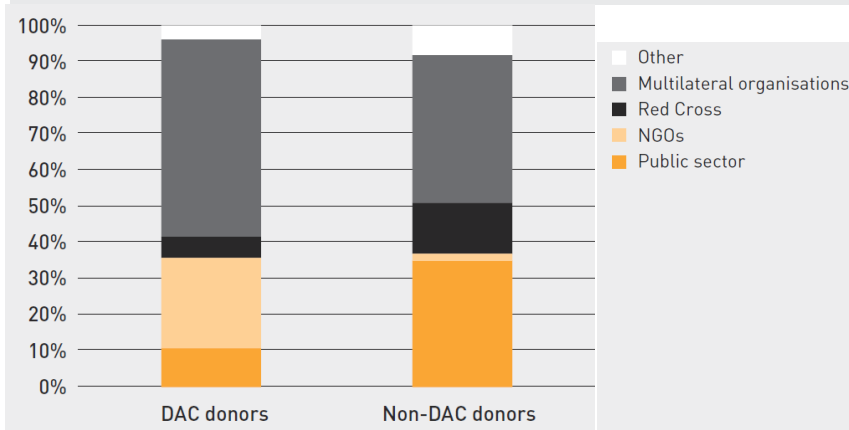
vi DI/GHA, *Global Humanitarian Assistance Report 2013*, Development Initiatives, London, 2013, pp. 30 & 63

FIGURE 2.11: TOTAL PRIVATE VOLUNTARY CONTRIBUTIONS FOR HUMANITARIAN CRISES BY TYPE OF RECIPIENT ORGANISATION, 2006–2011



Note: Funding for UN agencies comes from private donations as well as official sources. Source: Development Initiatives research

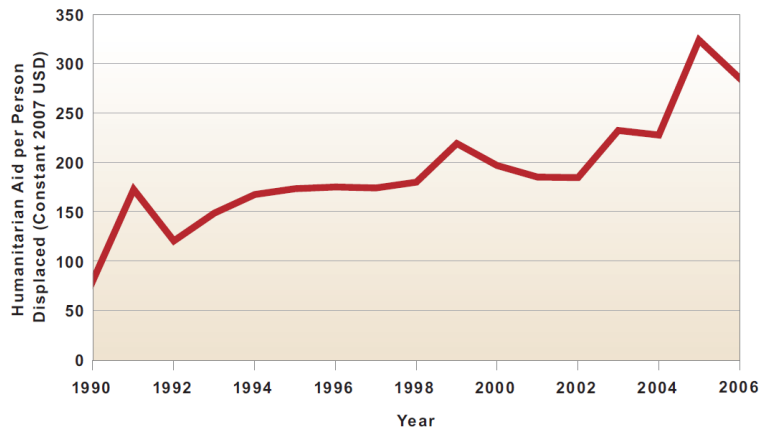
FIGURE 5.2: FIRST LEVEL RECIPIENT OF INTERNATIONAL HUMANITARIAN ASSISTANCE BY DONOR TYPE, 2007–2011



Source: Development Initiatives based on OECD DAC and UN OCHA FTS data

vii Human Security Report Project, *Human Security Report 2009/2010: The Causes of Peace and The Shrinking Costs of War*, Uppsala University, 2010, p. 118.

Figure 6.4 Humanitarian Aid
per Person Displaced, 1990–2006



Data Sources: Phil Orchard; Global Humanitarian Assistance.⁵⁴

Humanitarian assistance per displaced person more than tripled between 1990 and 2006, contributing significantly to the reduction in wartime mortality.

Data from various sources collated by Phil Orchard, University of British Columbia, 2007; Global Humanitarian Assistance, <http://www.globalhumanitarianassistance.org/data-space/excel-data/total-humanitarian-assistance-0> (accessed 28 September 2009). The data exclude United Nations Relief and Works Agency-mandated refugees.

Table 6.1 Increases in the Under-Five Mortality Rate (U5MR) by Country-Year in War, 1970–2008

Region	Number of Country-Years in War	Number of Country-Years in War in which the U5MR Increased	Percentage of Country-Years in War in which the U5MR Increased
Sub-Saharan Africa	155	22	14.19
Americas	65	0	0.00
Central & South Asia	96	0	0.00
East & Southeast Asia & Oceania	76	1	1.32
Europe	13	2	15.38
Middle East & North Africa	72	0	0.00
Global	477	25	5.24

Data Sources: PRIO; UCDP/HSRP Dataset; IACMEG.²⁵

A country-year in war is a year in which a country experienced 1,000 or more battle deaths from state-based armed conflict.

An increase in the U5MR is recorded when the best estimate of the U5MR for a country is higher than it was in the preceding year.

Over the last four decades, surprisingly few countries have experienced increases in the nationwide U5MR during war. Indeed, the U5MR increased in only 5 percent of country-years in war. In three regions of the world—the Americas, Central and South Asia, and the Middle East and North Africa—no war generated enough deaths to cause the U5MR to increase. Even in sub-Saharan Africa, the most war-prone region, and the region with the highest U5MRs, only 14 percent of country-years in war witnessed increases in the U5MR.

Table 6.2 Increases in the Under-Five Mortality Rate (U5MR) during War by Country, 1970–2008

Region	Number of Countries that Experienced at Least One Year of War	Number of Countries that Experienced an Increase in the U5MR during War	Percentage of War-Affected Countries with an Increase in the U5MR during War
Sub-Saharan Africa	14	6	42.86
Americas	8	0	0.00
Central & South Asia	9	0	0.00
East & Southeast Asia & Oceania	6	1	16.67
Europe	4	1	25.00
Middle East & North Africa	11	0	0.00
Global	52	8	15.38

Data Sources: PRIO; UCDP/HSRP Dataset; IACMEG.²⁶

A country that experienced war is a country that had 1,000 or more battle deaths from state-based armed conflict in a given year.

An increase in the U5MR is recorded when the best estimate of the U5MR for a country is higher than it was in the preceding year.

Here, the focus is on countries rather than country-years in war. But the pattern is similar. Very few countries experienced increases in U5MR during wartime between 1970 and 2008. Sub-Saharan Africa has the highest percentage of countries in which warfare is associated with an increase in the U5MR. But even here, less than half of the countries in question saw increases. Worldwide, just 15 percent of war-affected countries experienced increases in U5MR rates in wartime.

The under-five mortality trend data are taken from the consensus estimates of the Inter-Agency Child Mortality Estimation Group (IACMEG), which are, in turn, compiled from data drawn from DHS, UNICEF, other surveys, and census data.

The DHS is sometimes criticized for underestimating child mortality rates—in part, it is claimed, because, unlike humanitarian NGOs (nongovernmental organizations) and agencies, they do not conduct surveys in areas affected by conflict. In fact, the DHS does survey conflict-affected areas, but they do so retrospectively. Moreover, the child mortality trend data available online at <http://www.childmortality.org> do not indicate that DHS mortality estimates are consistently lower than those of UNICEF or other survey data—or indeed census data where available.

It is quite true that the IACMEG “best fit” trend lines are made up of survey (and sometimes census) data that often have wide confidence intervals—that is, they are subject to a considerable degree of uncertainty. We cannot therefore be confident that any particular mortality measure on the best fit trend line will be accurate. But the data are accurate enough to confirm the average trend in child mortality— i.e., that rates almost always decline in periods of warfare.

^{ix} M. SHEIK, « Deaths among humanitarian workers », *BMJ* 321, n° 7254 (15 juillet 2000): 166–168

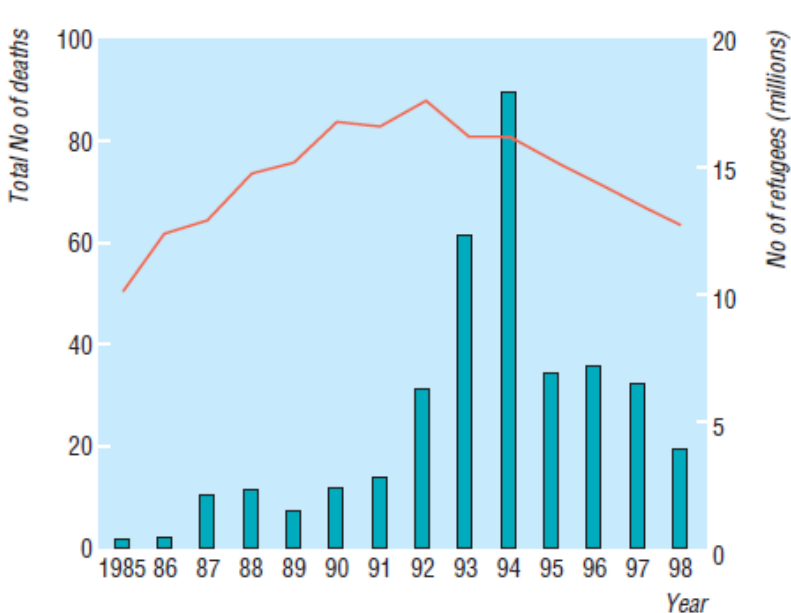


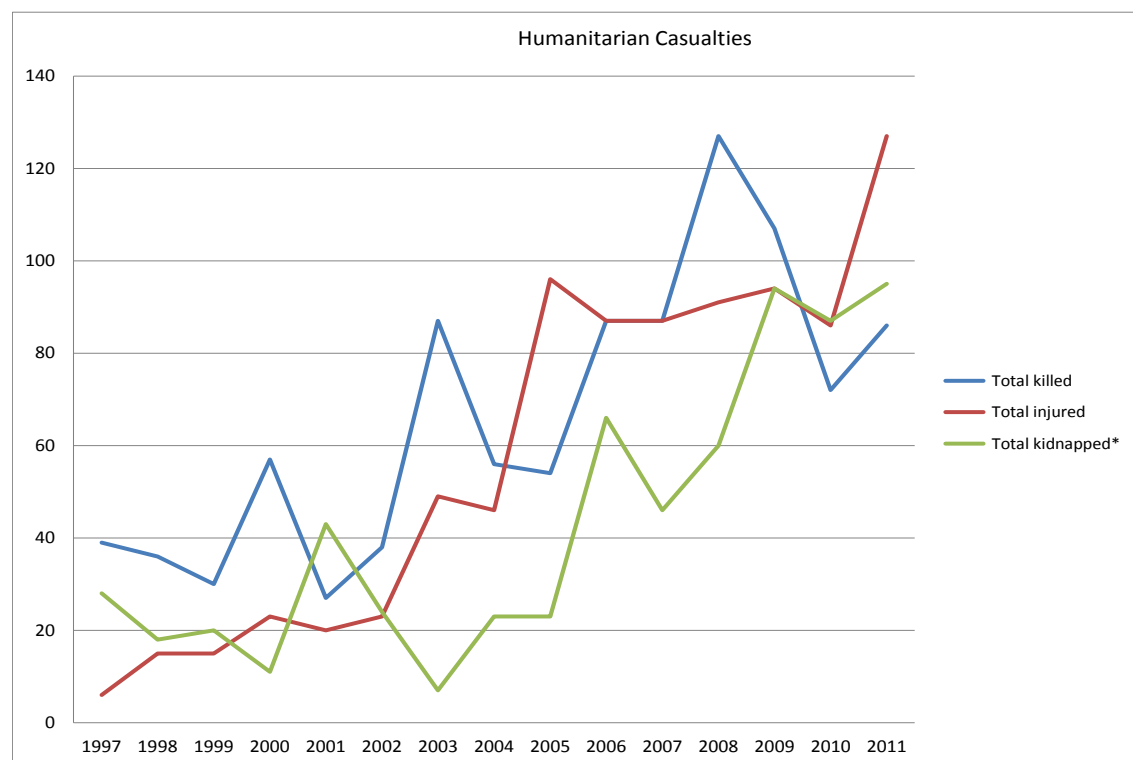
Fig 1 Number of deaths among humanitarian workers, 1985-98. Line shows numbers of refugees and asylum seekers. (Data from US Committee for Refugees)

^x **Humanitarian Workers casualties according to AWS Database**

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Number of incidents	35	27	32	42	29	46	63	63	75	107	123	165	154	129	151
Total aid worker victims	73	69	65	91	90	85	143	125	173	240	220	278	295	245	308
Total killed	39	36	30	57	27	38	87	56	54	87	87	127	107	72	86
Total injured	6	15	15	23	20	23	49	46	96	87	87	91	94	86	127
Total kidnapped*	28	18	20	11	43	24	7	23	23	66	46	60	94	87	95
International victims	33	17	25	21	28	17	27	24	15	26	35	51	74	37	28
National victims	40	52	40	70	62	68	116	101	158	214	185	227	221	208	280
UN staff	22	24	17	31	28	18	31	11	28	61	39	65	101	44	91
International NGO staff	31	14	37	45	48	54	69	69	112	110	132	157	129	139	140
LNGO and RCS staff**	10	5	4	5	2	5	35	43	28	55	35	46	55	47	77
ICRC staff	9	26	7	9	11	7	8	1	3	10	4	5	9	10	5
Donor/other victims	1			2		1		4	2	6	11	4			

Moyenne annuelle par périodes de 5 ans

	1997-2001	2002-2006	2007-2011
Total killed	38	64	96
Total injured	16	60	97
Total kidnapped	24	29	76



Commentaires

DEFINITIONS DE CAS

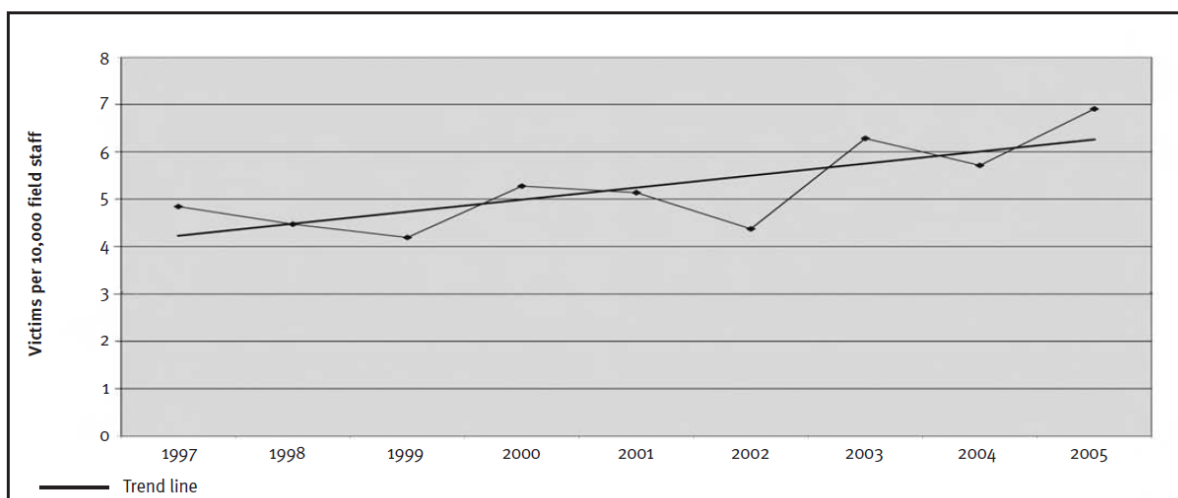
La base de données AWSO repose sur une définition large de la catégorie « travailleur humanitaire ». Sont considérés comme tels le personnel « rattaché » à des « organismes d'aide [engagés dans] des activités de secours vitaux, de services sociaux de base et de protection ». En pratique, l'enquête considère comme « organisme d'aide » les bailleurs de fonds, les agences des Nations unies, le CICR, la Fédération et les sociétés nationales du croissant rouge et de la croix rouge, les ONG internationales et les ONG locales. Par personnel « rattaché », elle désigne les employés internationaux, les employés nationaux mais aussi les sous-traitants commerciaux (tels que les compagnies de transport routier utilisées par le PAM pour acheminer de la nourriture). Sont donc réunis en une seule catégorie des acteurs très divers, que MSF aurait plus tendance à qualifier de « travailleurs de l'aide » que de « travailleurs humanitaires », dont le statut, la mission sociale et les pratiques de terrain exposent différemment aux dangers.

RECUEIL DE DONNEES

Les incidents répertoriés et les détails les concernant proviennent de « sources publiques, via une recherche systématique sur les médias Internet et imprimés, complétées par des informations internes fournies directement aux enquêteurs par les organismes d'aide ». Ainsi, les chiffres produits par ODI mesurent le recensement par les organismes d'aide et les médias des actes de violence contre les humanitaires et non les actes de violence eux-mêmes. Or ce recensement dépend autant de l'évolution des phénomènes de violence, que de l'intérêt des journalistes et des organismes d'aide pour les questions de sécurité, de la transparence des agences à ce sujet, des possibilités d'investigation et de publicisation (nouveaux médias), etc. Dans ces conditions, comment savoir si des actes de violence sont en augmentation ou si c'est leur enregistrement et leur dénonciation qui l'est ?

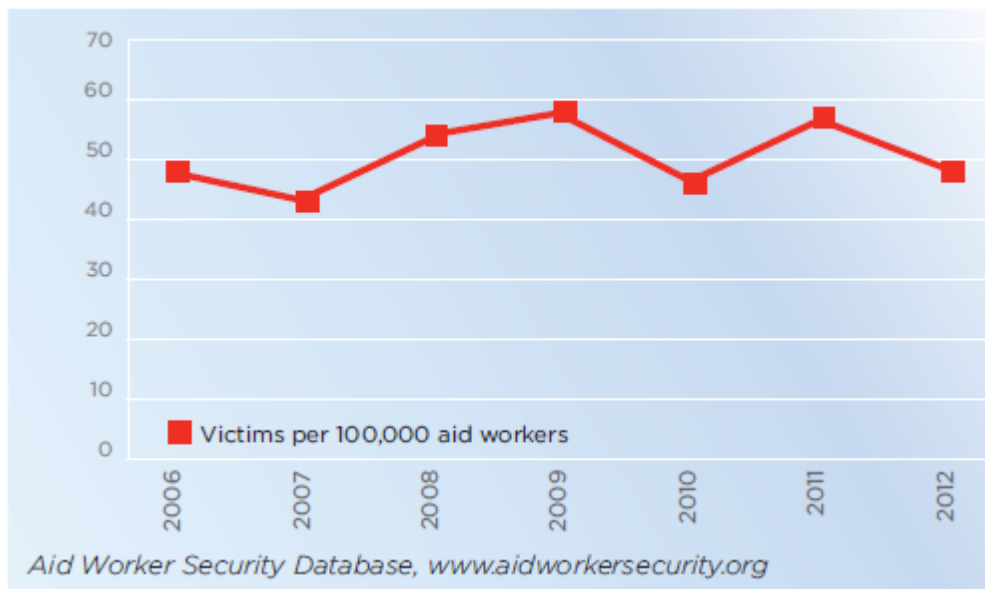
^{xi} Abby STODDARD et al., *Providing Aid in Insecure Environments: Trends in Policy and Operations*, London, ODI-HPG

Figure 6: Trend in overall incidence: victims per 10,000 aid workers in the field



Humanitarian Outcomes, *The Aid Worker Security Report 2013: The New Normal: Coping with the kidnapping threat*, Londres, HO, 2013

Figure 2: Attack rates per aid workers in the field, 2006–2012



Commentaires

ESTIMATION DU DENOMINATEUR

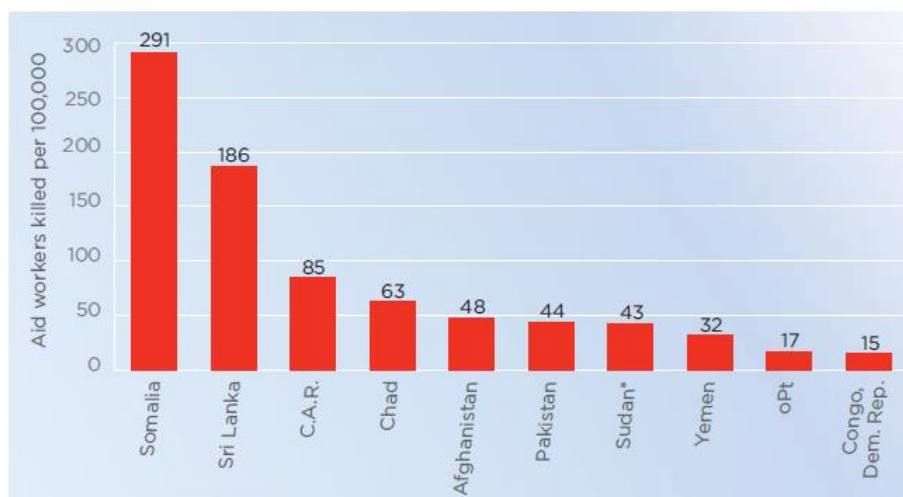
Pour la première étude, les auteurs ont demandé à 66 organisations dont 54 ONG internationales, le CICR, la Fédération et dix agences des Nations unies de leur communiquer le nombre total de leur personnel national et international année par année et par pays d'intervention. Seules un tiers des organisations ont été en mesure de leur fournir. Les données manquantes ont été extrapolées sur la base de ratios budget / personnel calculé à partir des informations disponibles et des flux financiers enregistrés par OCHA (Financial Tracking System). Ce ratio a été utilisé pour calculer le dénominateur sur la période 2006-2012.

DEGRE D'EXPOSITION

La base de données ne permet pas de savoir, par exemple, si une baisse des actes de violence tient à une amélioration des conditions de sécurité ambiantes ou à une moindre prise de risque de la part des acteurs. Si les études sur la délinquance en Occident pondèrent parfois les taux de victimation en fonction du temps d'exposition (généralement, le temps passé dans des lieux publics), un tel exercice semble difficile à réaliser en milieu humanitaire, où seule une démarche qualitative permet de trancher.

^{xii} **Humanitarian Outcomes**, *Aid Worker Security Report 2012: Host states and their impact on security for humanitarian operations*, Londres, HO, 2012, p. 4.

Figure 6: Aid worker murder rates, 2006-2011



*Includes South Sudan.

Aid Worker Security Database, www.aidworkersecurity.org

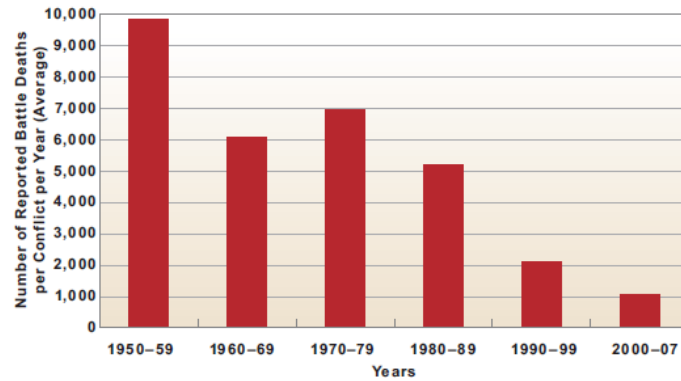
NB : Le dénominateur a été calculé par AWSO sur la base d'un ratio standard dépenses reportées par FTS / staff sur le terrain. Afin de calculer un taux moyen annuel, j'ai divisé les valeurs estimées par cinq.

^{xiii} **Human Security Report Project**, *Human Security Report 2009/2010: The Causes of Peace and The Shrinking Costs of War*, Uppsala University, 2010, p. 121.

La base de données Uppsala distingue entre :

- « *battle death* includes all people, soldiers and civilians, killed in combat ». Bien que la distinction combattants / non-combattants aie une importance normative et légale, la base de données ne distingue pas entre les deux pour des raisons méthodologiques (difficultés d'être sûr du statut des victimes, surtout dans les conflits asymétriques) et analytique (volonté d'avoir un indicateur de l'intensité des affrontements militaires : « it is the best measure of the scale, scope, and nature of the military engagement that has taken place »).
- One sided violence : « We judge fatal incidents to be *one-sided violence* – and thus exclude them from our count of battle deaths – only when there is evidence of sustained destruction of non-combatants taking place outside of the context of any reciprocal threat of lethal force [meaningful armed résistance]. The Cambodian and Rwandan genocides fall into this category. » Inclut l'exécution de prisonniers de guerre ainsi que les massacre de civils sans défense, mais pas les actes terroristes dont les auteurs doivent déjouer les forces de sécurité. Les auteurs soulignent que dans le cas du Rwanda ou de la guerre civile grecque, l'exécution de personnes sans défense a été plus intense loin des combats.

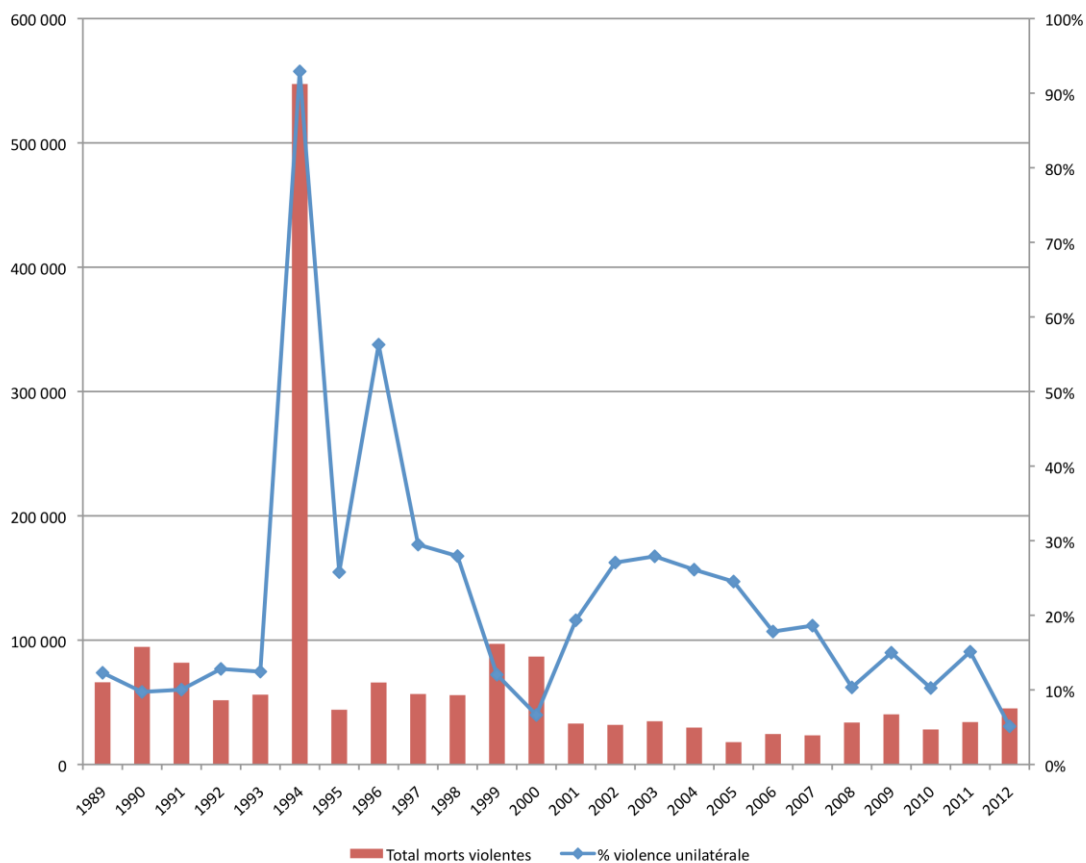
Figure 6.5 Average Number of Battle Deaths per Conflict per Year, 1950–2007



Data Sources: PRIO; UCDP/HSRP Dataset.⁶⁵

There has been a clear, though far from consistent, decline in the deadliness of armed conflict since the end of the Korean War. In the 1950s, the average armed conflict killed nearly 10,000 people a year; by the new millennium, the average had fallen to just over 1,000.

NOMBRE DE MORTS LORS D'AFFRONTEMENTS MILITAIRES OU DE MASSACRES (SOURCES : UPPSALA/PRIO)



NOMBRE DE MORTS LORS D'AFFRONTMENTS MILITAIRES OU DE MASSACRES, SANS RWANDA (SOURCES : UPPSALA/PRIO)

